

**Art. 17.** Notre Ministre de l'Economie et Notre Ministre des Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 janvier 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,  
M. VERWILGHEN  
Le Ministre des Pensions,  
B. TOBACK

Annexe

Détermination des tables de mortalité MR et FR

Les tables de mortalité MR et FR sont déterminées par la relation suivante, appliquée au nombre de survivants à l'âge  $x$ , pour 1.000.000 de naissances :

$$l^x = k \cdot s^x \cdot g^{c^x}$$

où les constantes  $k$ ,  $s$ ,  $g$  et  $c$  ont les valeurs reprises ci-dessous, selon la table :

	MR	FR
$k$	1.000.266,63	1.000.048,56
$s$	0,999 441 703 848	0,999 669 730 966
$g$	0,999 733 441 115	0,999 951 440 172
$c$	1,101 077 536 030	1,116 792 453 830

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 12 janvier 2007 modifiant l'arrêté royal du 14 novembre 2003 portant exécution de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,  
M. VERWILGHEN  
Le Ministre des Pensions,  
B. TOBACK

**Art. 17.** Onze Minister van Economie en Onze Minister van Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 januari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,  
M. VERWILGHEN  
De Minister van Pensioenen,  
B. TOBACK

Bijlage

Bepaling van de sterftetafels MR en FR

De sterftetafels MR en FR worden bepaald door de volgende relatie die, bij 1.000.000 geboorten, voor het aantal overlevenden op leeftijd  $x$  wordt gebruikt :

$$l^x = k \cdot s^x \cdot g^{c^x}$$

où les constantes  $k$ ,  $s$ ,  $g$  et  $c$  ont les valeurs reprises ci-dessous, selon la table :

waarin de constanten  $k$ ,  $s$ ,  $g$  en  $c$  naargelang van de tafel de hierondervermelde waarden hebben :

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 12 januari 2007 tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 november 2003 houdende uitvoering van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,  
M. VERWILGHEN  
De Minister van Pensioenen,  
B. TOBACK

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE

(Le présent texte annule et remplace celui publié au Moniteur belge du 23 janvier 2007, pages 2994 à 2998.)  
F. 2007 — 864 (2007 — 340) [C — 2007/22157]

12 JANVIER 2007. — Arrêté royal  
relatif aux conventions de pension complémentaire  
pour travailleurs indépendants

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal ci-joint que nous avons l'honneur de soumettre à Votre Majesté a d'abord pour objet de reprendre plusieurs dispositions qui figurent dans l'arrêté royal du 15 décembre 2003 portant exécution des articles 44, § 2 et 50, § 1<sup>er</sup> de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 concernant la cotisation pour la pension complémentaire et la conversion du capital en rente.

Il s'agit, d'une part, des taux minimum et maximum de cotisation et du plafond à prendre en compte et de la manière de calculer les cotisations en cas de début ou de reprise de l'activité professionnelle, et

FEDERALE OVERHEIDSSTIJL  
SOCIALE ZEKERHEID

(Deze tekst annuleert en vervangt de tekst gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad van 23 januari 2007, op bladzijde 2994 tot en met 2998.)  
N. 2007 — 864 (2007 — 340) [C — 2007/22157]

12 JANUARI 2007. — Koninklijk besluit  
betreffende de aanvullende pensioenvovereenkomsten  
voor zelfstandigen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het hierbij gevoegd ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majestet voor te leggen, herneemt meerdere bepalingen die vermeld zijn in het koninklijk besluit van 15 december 2003 houdende uitvoering van de artikelen 44, § 2, en 50, § 1, van de programmatwet (I) van 24 december 2002, in verband met de bijdrage voor het aanvullend pensioen van zelfstandigen en de omzetting van het kapitaal in rente.

Het betreft enerzijds de minimale en maximale bijdragevoeten, het in aanmerking te nemen plafond en de wijze waarop de bijdragen worden berekend bij het begin of de hervatting van de beroepsactiviteit en

d'autre part, des modalités de calcul relatives à la conversion du capital en rente, conformément, respectivement, aux articles 44, § 2 et 50, § 1<sup>er</sup>, du titre II, chapitre 1<sup>er</sup>, section 4 de la loi programme (I) du 24 décembre 2002, ci-après dénommée « LPCI ».

Le projet a aussi pour objet d'imposer des règles de transparence et d'information similaires à celles qui concernent la pension complémentaire des travailleurs salariés. Ces dispositions sont prises sur la base de l'article 80 de la LPCI, tel qu'il a été modifié par l'article 200 de la loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle, ci-après dénommée « LIRP ».

Enfin, le présent projet fait également entrer en vigueur les dispositions de la LIRP qui modifient la LPCI.

Le projet vise tous les organismes de pension qui offrent des conventions de pension aux travailleurs indépendants conformément à la LPCI, à savoir tant les entreprises d'assurance que les institutions de retraite professionnelle, ci-après dénommée « IRP ».

Le projet tient compte de la Directive 2003/41/CE du 3 juin 2003 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle, ci-après dénommée « la Directive ».

### Commentaire des articles

#### **CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Champ d'application**

**Article 1<sup>er</sup>.** Cet article a pour objet de limiter le champ d'application aux seuls organismes de pension, à savoir les IRP et les entreprises d'assurance, qui offrent des conventions de pension complémentaire libre pour indépendants.

#### **CHAPITRE II — Cotisation**

**Article 2.** Cet article reprend l'ancien article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 15 décembre 2003 précité, moyennant quelques adaptations formelles. Cet article reprenait dans une grande mesure à cet effet le régime de l'arrêté royal du 19 décembre 1990 portant exécution de l'article 52bis, §§ 2 et 2bis, de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

Il exécute l'article 44, § 2, de la LPCI en ce qui concerne les limites des cotisations.

La cotisation minimale est de 100 euros. La cotisation maximale est le revenu professionnel du travailleur indépendant multiplié par le taux fixé à l'article 44, § 2 de la LPCI, soit actuellement 8,17 %. Le revenu dont question est celui visé à l'article 11, § 3, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants avec, comme maximum, les deux tiers du montant visé à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du même arrêté.

Pour rappel, il faut souligner que, en vue du contrôle de la constitution fiscalement favorable de la pension complémentaire, les caisses sociales d'assurance doivent attester du paiement des cotisations légales et les organismes de pension, du paiement des cotisations versées.

Le § 2 prévoit des règles permettant de déterminer le revenu professionnel à prendre en considération en cas de début ou de reprise de l'activité professionnelle. Il s'agit soit du revenu servant de base au calcul des cotisations de sécurité sociale des travailleurs indépendants, soit, à la demande du travailleur, au revenu minimum visé au § 1<sup>er</sup> du présent article, c'est-à-dire le revenu visé à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 38 précité.

Le § 3 dispose que les cotisations doivent être payées au plus tard le 31 décembre de l'année en cours et qu'après cette date, le droit est forclos.

#### **CHAPITRE III. — Conversion du capital en rente**

**Article 3.** Cet article reprend l'ancien article 2 de l'arrêté royal du 15 décembre 2003 précité, moyennant quelques adaptations formelles.

Le § 1<sup>er</sup> prévoit que, lorsque l'affilié ou, en cas de décès, ses ayants droit, demandent la transformation du capital en rente, conformément à l'article 50, § 1<sup>er</sup>, de la LPCI, les règles d'actualisation utilisées ne peuvent conduire à un résultat inférieur à celui que l'on obtiendrait au moyen des tables de mortalité belges prospectives telles qu'établies par la Direction générale Statistique et Information économique du SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie et le Bureau fédéral de Plan et du dernier taux technique déterminé par la convention de pension pour la capitalisation des cotisations pour la pension de retraite.

Lorsque la convention de pension ne prévoit pas de taux technique supérieur à 0 % (comme par exemple les produits de la branche 23), un taux d'au moins 0 % doit être utilisé pour la conversion. Rappelons que le taux qui découle implicitement de l'article 47, alinéa 2 de la LPCI

anderzijds de de berekeningsmodaliteiten voor de omzetting van het kapitaal in rente, overeenkomstig respectievelijk de artikelen 44, § 2 en 50, § 1, van titel II, hoofdstuk 1, Afdeling 4 van de programmawet (I) van 24 december 2002, hierna « WAPZ » genoemd.

Het ontwerp strekt er tevens toe om regels op te leggen inzake transparantie en informatie die gelijkaardig zijn aan deze die betrekking hebben op het aanvullend pensioen van de loontrekkenden. Deze bepalingen zijn genomen met toepassing van artikel 80 van de WAPZ, zoals gewijzigd door artikel 200 van de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening, hierna « WIBP » genoemd.

Ten slotte treden de bepalingen van de WIBP die de WAPZ wijzigen, in werking door dit ontwerp.

Het ontwerp viseert alle pensioeninstellingen die pensioenovereenkomsten aanbieden aan zelfstandigen overeenkomstig de WAPZ. Het betreft de verzekeringsondernemingen en de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening, hierna « IBP » genoemd.

Het ontwerp houdt rekening met de Richtlijn 2003/41/EG van 3 juni 2003 betreffende de werkzaamheden van en het toezicht op instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening, hierna « Richtlijn » genoemd.

#### **Artikelsgewijze bespreking**

##### **HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied**

**Artikel 1.** Dit artikel heeft als bedoeling om het toepassingsgebied te beperken tot de pensioeninstellingen, met name de IBP en de verzekeringsondernemingen, welke het vrij aanvullend pensioen voor zelfstandigen aanbieden.

##### **HOOFDSTUK II. — Bijdrage**

**Artikel 2.** Dit artikel herneemt het vroegere artikel 1 van het voormalig koninklijk besluit van 15 december 2003, mits enkele formele aanpassingen. Dit artikel hernam grotendeels het stelsel van het koninklijk besluit van 19 december 1990 houdende uitvoering van artikel 52bis, §§ 2 en 2bis, van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen.

Het voert artikel 44, § 2, van de WAPZ uit inzake de grenzen van de bijdragen.

De minimumbijdrage wordt vastgesteld op 100 euro. De maximumbijdrage is het beroepsinkomen van de zelfstandige vermenigvuldigd met het percentage bepaald in artikel 44, § 2 van de WAPZ, zijnde op dit ogenblik 8,17 %. Het inkomen waarvan sprake is dat zoals bedoeld in artikel 11, § 3, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen met, als maximum, twee derde van het bedrag bedoeld in artikel 12, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit.

Ter herinnering kan erop worden gewezen dat met het oog op de controle van de fiscaal gunstige opbouw van het aanvullend pensioen, de sociale verzekeringskassen de betaling van de wettelijke bijdragen moeten attesteren en de pensioeninstellingen de betaling van de gestorte bijdragen.

Paragraaf 2 voorziet in regels die toelaten om het beroepsinkomen te bepalen dat in aanmerking wordt genomen in geval van aanvang of hervatting van de beroepsactiviteit. Het betreft ofwel het inkomen dat als basis dient voor de berekeningen van de bijdragen voor de sociale zekerheid van de zelfstandigen, ofwel, op aanvraag van de zelfstandige, het minimum inkomen bedoeld in § 1 van dit artikel, met name het inkomen bedoeld in artikel 12, § 1, tweede lid van het voormalig koninklijk besluit nr. 38.

§ 3 stelt dat de bijdragen uiterlijk op 31 december van het lopende jaar moeten zijn vereffend en dat er na die datum verval van recht is.

##### **HOOFDSTUK III. — Omzetting van het kapitaal in rente**

**Artikel 3.** Dit artikel herneemt het vroegere artikel 2 van het voormalig koninklijk besluit van 15 december 2003, mits enkele formele aanpassingen.

§ 1 bepaalt dat, wanneer de aangeslotene, of, in geval van overlijden, zijn rechthebbenden, overeenkomstig artikel 50, § 1, van de programmawet van 21 december 2002 de omzetting van het kapitaal in rente vragen, de gebruikte actualisatieregels geen resultaat mogen opleveren dat kleiner is dan het resultaat dat men zou verkrijgen met de Belgische prospectieve sterftetafels opgesteld door de Algemene Directie Statistiek en Economische Informatie van de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie en het Federaal Planbureau en met de in de pensioenovereenkomst bepaalde laatste rentevoet voor de kapitalisatie van de bijdragen voor het rustpensioen.

Wanneer de pensioenovereenkomst niet in een technische rentevoet hoger dan 0 %, voorziet (zoals bijvoorbeeld producten van tak 23), moet voor de omzetting een rentevoet van minstens 0 % worden gebruikt. Het is immers logisch dat voor wat betreft de toegepaste rentevoeten,

(garantie sur les versements) est égal à 0 %. Du point de vue des taux appliqués, il est en effet logique de traiter de la même façon les cotisations versées par l'affilié que ce soit avant ou après la retraite.

Dans un souci de transparence, l'affilié ou, en cas de décès, ses ayants droit doivent être informés qu'il est possible qu'un autre organisme de pension offre de meilleures conditions pour la conversion.

Le § 2 prévoit qu'au terme de chaque exercice, l'affilié bénéficiera le cas échéant d'une participation bénéficiaire d'au moins 60 % du compte de résultat technico-financier et qui est répartie au prorata des moyennes arithmétiques des capitaux constitutifs de chaque rente tels qu'ils existent au début et à la fin de l'exercice.

A propos du dernier alinéa du § 2, il convient de rappeler qu'en vertu de l'article 61, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la LPCI, la Commission de la Pension complémentaire libre des Indépendants a toujours la possibilité de rendre un avis d'initiative.

Le § 3 précise que si l'affilié ou, en cas de décès, ses ayants droit, optent pour la conversion en rente, l'organisme de pension peut transférer le capital constitutif de la rente à un organisme de pension qui respecte les règles visées aux §§ 1<sup>er</sup> et 2. On précise que cet autre organisme n'est pas obligé d'accepter ce transfert.

#### CHAPITRE IV. — Transparency

Le présent chapitre contient les exigences en matière de transparence imposées aux organismes de pension qui offrent des conventions de pension au sens de la LPCI.

On s'est inspiré, à cet effet, des dispositions en matière de transparence prévues par l'arrêté royal du 5 avril 1995 relatif aux activités des caisses de pension visées à l'article 2, § 3, 4<sup>o</sup>, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, par l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurance, ci-après dénommé « règlement général », par l'arrêté du 7 mai 2000 relatif aux activités des institutions de prévoyance, par l'arrêté royal du 14 novembre 2003 relatif à l'activité d'assurance sur la vie, ci-après dénommé « arrêté vie », et par la directive.

De ce fait, certaines dispositions du projet pourraient faire double emploi, pour les entreprises d'assurances, avec certaines dispositions des arrêtés royaux précités.

Contrairement aux organismes de pension gérant des engagements de pension au sens de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, les organismes de pension offrant des conventions de pension n'ont pas nécessairement d'organisateur auquel faire appel en cas de difficultés financières. Des dispositions adéquates en matière de transparence sont de ce fait particulièrement importantes.

Cette nécessité de transparence est d'autant plus importante que l'indépendant doit faire son choix seul et est directement exposé aux conséquences financières éventuelles. Or, l'indépendant ne peut faire un choix éclairé quant à l'organisme de pension auprès duquel constituer une pension complémentaire que s'il dispose d'informations suffisantes en particulier, sur le type d'engagement pris par celui-ci, les avantages offerts, la structure des frais.

Article 4. Les règles de transparence de la LPCI s'ajoutent bien entendu à celles du présent projet, par exemple celles des articles 44 et 46 de la LPCI ou l'article 49, § 2, de la LPCI relatif aux conditions pour l'avance ou la mise en gage.

Article 5. Cet article reprend les informations que l'organisme de pension doit fournir aux candidats affiliés avant qu'ils ne souscrivent la convention de pension.

Il est largement inspiré de l'article 15, §§ 1<sup>er</sup> et 2 du règlement général et de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté vie.

Article 6. Cet article détermine les conditions que la convention de pension doit remplir et les éléments qu'elle doit contenir. Il est pris en application de l'article 80 de la LPCI tel qu'il a été modifié par l'article 200 de la LIRP.

Il est largement inspiré des articles 14 et 15, §§ 1<sup>er</sup> et 3, du règlement général, de l'article 17 de l'arrêté du 7 mai 2000 précité, des articles 8, §§ 1<sup>er</sup> et 6, 15 et 17 de l'arrêté vie, de l'article 11, 4<sup>o</sup>, de la Directive et des articles 10 et 11 de l'arrêté royal du 5 avril 1995 précité.

Etant donné que la nature de l'engagement est déterminante pour les affiliés, l'organisme de pension qui contracte une obligation de moyen devra mentionner dans la convention de pension et tout autre document qu'il s'engage uniquement à gérer le mieux possible les fonds qui lui sont confiés, sans garantie d'un résultat quelconque.

Article 7. Cet article traite du cas particulier du remplacement (auprès du même organisme de pension) ou de la reprise (auprès d'un nouvel organisme de pension) d'une convention de pension.

de gestorte bijdragen van de aangeslotene op dezelfde wijze worden behandeld vóór als na de pensionering. Herinneren we eraan dat de rentevoet die impliciet voorvloeit uit artikel 47, tweede lid (waarborg op de stortingen) gelijk is aan 0 %.

Met het oog op transparantie dient de aangeslotene of, in geval van overlijden, zijn rechthebbenden, meegedeeld te worden dat het mogelijk is dat een andere pensioeninstelling betere voorwaarden aangebiedt voor wat betreft de omzetting.

§ 2 bepaalt dat op het einde van elk boekjaar, de aangeslotene in voorkomend geval geniet van een winstdelening van ten minste 60 % van de technisch-financiële resultatenrekening en die pro rata verdeeld is met de rekenkundige gemiddelden van de vestigingskapitalen van elke rente zoals die bestond bij het begin en het einde van het boekjaar.

In verband met het laatste lid van § 2 wordt er aan herinnerd dat de Commissie voor het Vrij Aanvullend Pensioen voor Zelfstandigen, krachtens artikel 61, § 1, tweede lid van de WAPZ, steeds de mogelijkheid heeft om uit eigen beweging een advies te geven.

§ 3 verduidelijkt dat indien de aangeslotenen of, in geval van overlijden, zijn rechthebbenden, opteren voor de omzetting in rente, de pensioeninstelling het vestigingskapitaal van de rente kan overdragen naar een pensioeninstelling die de regels bedoeld in § 1 en § 2 eerbiedigt. De andere instelling is niet verplicht om deze overdracht te aanvaarden.

#### HOOFDSTUK IV. — Transparantie

Dit hoofdstuk omvat de verplichtingen inzake transparantie die worden opgelegd aan de pensioeninstellingen die pensioenovereenkomsten in de zin van de WAPZ aanbieden.

Hiervoor werd inspiratie gezocht in de bepalingen inzake transparantie voorzien in het koninklijk besluit van 5 april 1995 betreffende de activiteiten van de pensioenkassen bedoeld in artikel 2, § 3, 4<sup>o</sup> van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, in het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen, hierna genoemd « algemeen reglement », in het besluit van 7 mei 2000 betreffende de activiteiten van de voorzorgsinstellingen, in het koninklijk besluit van 14 november 2003 betreffende de levensverzekeringsactiviteit, hierna genoemd « besluit leven », en in de richtlijn.

Daardoor zou het kunnen dat voor de verzekeringsondernemingen, bepaalde regels van het ontwerp een overbodige herhaling zijn van bepaalde regels van de voormelde koninklijke besluiten.

In tegenstelling tot de pensioeninstellingen die pensioenverbintenis behoren in de zin van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, hebben de pensioeninstellingen die pensioenovereenkomsten aanbieden niet noodzakelijk een inrichter waarop beroep gedaan wordt in geval van financiële moeilijkheden. Passende regels inzake transparantie zijn daarom heel belangrijk.

De noodzaak tot transparantie wordt belangrijker indien de zelfstandige zijn keuze alleen dient te maken en rechtstreeks blootgesteld wordt aan de eventuele financiële gevolgen ervan. De zelfstandige kan slechts een weloverwogen keuze maken inzake de pensioeninstelling waarbij een aanvullend pensioen samengesteld wordt wanneer hij beschikt over voldoende informatie en in het bijzonder over het type van verbintenis, de aangeboden voordelen, de kostenstructuur.

Artikel 4. De regels inzake transparantie van de WAPZ sluiten aan bij deze van dit ontwerp, bijvoorbeeld deze van de artikelen 44 en 46 van de WAPZ of artikel 49, § 2 van de WAPZ betreffende de voorwaarden voor het voorschot of de inpandgeving.

Artikel 5. Dit artikel herneemt de inlichtingen die de pensioeninstelling aan de kandidaat-aangesloten dient te verstrekken Alvorens zij de pensioenovereenkomst onderschrijft.

Dit artikel is in ruime mate gebaseerd op artikel 15, §§ 1 en 2 van het algemeen reglement en op artikel 8, § 1 van het besluit leven.

Artikel 6. Dit artikel legt de voorwaarden vast die de pensioenovereenkomst dient te vervullen en de elementen die zij dient te bevatten. Het voert artikel 80 van de WAPZ zoals gewijzigd door artikel 200 van de WIBP.

Dit artikel is in ruime mate gebaseerd op de artikelen 14 en 15, §§ 1 en 3, van het algemeen reglement, op artikel 17 van het voornoemde besluit van 7 mei 2000, op de artikelen 11, 4<sup>o</sup>, van de richtlijn en op de artikelen 10 en 11 van het voornoemde koninklijk besluit van 5 april 1995.

Vermits de aard van de verbintenis bepaald is voor de aangeslotenen, dient de pensioeninstelling die een middelverbintenis aangaat, in de pensioenovereenkomst en elk ander document te vermelden dat ze zich alleen verbindt om de haar toevertrouwde gelden zo goed mogelijk te beheren, zonder waarborg van om het even welk resultaat.

Artikel 7. Dit artikel behandelt het bijzonder geval van de vervanging (bij eenzelfde pensioeninstelling) of de overname (bij een nieuwe pensioeninstelling) van een pensioenovereenkomst.

Lorsque l'organisme de pension a connaissance du remplacement ou de la reprise, il doit avertir l'affilié des éventuelles exclusions applicables à la nouvelle convention et non à l'ancienne, des conséquences sur la valeur de rachat, les avances, mises en gage et affectation hypothécaire du remplacement ou de la reprise. En outre, il doit fournir un comparatif des valeurs de rachat.

Cet article est inspiré de l'article 83 de l'arrêté vie.

Article 8. Cet article contient les conditions imposées pour les documents destinés au public ou pour une offre ou une publicité.

Il est largement inspiré de l'article 8, § 4 à § 6 de l'arrêté vie.

Article 9. Cet article vise à détailler les informations relatives à la participation bénéficiaire qui doivent être fournies à l'affilié en vertu de l'article 48 de la LPCI.

Il convient de mentionner sur la fiche de pension les participations bénéficiaires attribuées à la convention de pension pour l'année écoulée ainsi que l'augmentation des avantages consécutive à l'attribution de ces participations bénéficiaires.

#### CHAPITRE V. — *Disposition abrogatoire*

Article 10. Cet article n'appelle aucun commentaire.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Article 11. Cet article accorde aux organismes de pension de bénéficier d'un délai expirant le 31 décembre 2008 afin pour l'adaptation formelle des conventions.

Article 12. Cet article fait entrer en vigueur, à la même date que celle fixant l'entrée en vigueur du présent arrêté, les articles de la LIRP qui modifient la LPCI. Il s'agit plus précisément des articles 187 à 200 de la LIRP, à l'exception de ceux déjà en vigueur en vertu de l'article 234 de la LIRP.

Article 13. Cet article fixe la date d'entrée en vigueur du présent arrêté au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Article 14. Cet article n'appelle aucun commentaire.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
Les très respectueux  
et les très fidèles serviteurs,  
Le Ministre des Finances,  
D. REYNNDERS  
Le Ministre de l'Economie,  
M. VERWILGHEN  
La Ministre des Classes moyennes,  
Mme S. LARUELLE  
Le Ministre des Pensions,  
B. TOBACK

---

#### 12 JANVIER 2007. — Arrêté royal relatif aux conventions de pension complémentaire pour travailleurs indépendants

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, notamment les articles 44, § 2, tel que modifié par les lois-programme du 22 décembre 2003 et du 9 juillet 2004, 48, tel que modifié par la loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle, 50 et 80, tel que modifié par la loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle;

Vu la loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle, notamment l'article 234;

Vu l'arrêté royal du 15 décembre 2003 portant exécution des articles 44, § 2, et 50, § 1<sup>er</sup>, de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, concernant la cotisation pour la pension complémentaire des indépendants et la conversion du capital en rente;

Vu l'avis de la Commission de la Pension complémentaire libre des Indépendants du 1<sup>er</sup> décembre 2006;

Vu l'avis du Conseil de la Pension complémentaire libre des Indépendants du 4 décembre 2006;

Wanneer de pensioeninstelling kennis neemt van de vervanging of de overname, dient hij de aangeslotene op de hoogte te brengen van de eventuele uitsluitingen die van toepassing zijn op de nieuwe overeenkomst en niet op de oude, van de gevolgen op de afkoopwaarde, van de voordelen, inpandgevingen en hypothecair verband van de vervanging of de overname. Bovendien dient zij een vergelijking te bezorgen van de afkoopwaarden.

Dit artikel is geïnspireerd op artikel 83 van het besluit leven.

Artikel 8. Dit artikel bevat de voorwaarden die worden opgelegd aan documenten bestemd voor het publiek of voor een aanbod of publiciteit.

Het is in ruime mate gebaseerd op artikel 8, § 4, tot § 6 van het besluit leven.

Artikel 9. Dit artikel beoogt de inlichtingen met betrekking tot de winstdeelneming te specificeren, welke op grond van artikel 48 van de WAPZ aan de aangeslotenen moeten worden verstrekt.

De pensioenfiche dient de aan de pensioenovereenkomst toegekende winstdeelname voor het afgelopen jaar te vermelden. Zij vermeld eveneens de verhoging van de voordelen die het gevolg zijn van de toekenning van deze winstdeelname.

#### HOOFDSTUK V. — *Ophettingsbepaling*

Artikel 10. Dit artikel behoeft geen toelichting.

#### HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Artikel 11. Dit artikel verleent aan de pensioeninstellingen een termijn tot en met 31 december 2008, voor de formele aanpassing van de overeenkomsten.

Artikel 12. Dit artikel laat de artikelen van de WIBP die de WAPZ wijzigen, in werking treden, op dezelfde datum als deze die de inwerkingtreding vastlegt van dit besluit. Het betreft meer in het bijzonder de artikelen 187 tot 200 van de WIBP, met uitzondering van deze die reeds in werking getreden zijn krachtens artikel 234 van de WIBP.

Artikel 13. Dit artikel stelt de datum van inwerkingtreding van dit besluit vast op 1 januari 2007.

Artikel 14. Dit artikel behoeft geen toelichting.

We hebben de eer te zijn,

Sire,  
Van Uwe Majesteit,  
De zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,  
De Minister van Financiën,  
D. REYNNDERS  
De Minister van Economie,  
M. VERWILGHEN  
De Minister van Middenstand,  
Mevr. S. LARUELLE  
De Minister van Pensioenen,  
B. TOBACK

---

#### 12 JANUARI 2007. — Koninklijk besluit betreffende de aanvullende pensioenovereenkomsten voor zelfstandigen

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de programmawet (I) van 24 december 2002, inzonderheid op de artikelen 44, § 2, zoals gewijzigd door de programmawetten van 22 december 2003 en van 9 juli 2004, 48, zoals gewijzigd door de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening, 50 en 80, zoals gewijzigd door de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening;

Gelet op de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening, inzonderheid op artikel 234;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 december 2003 houdende uitvoering van de artikelen 44, § 2, en 50, § 1, van de programmawet (I) van 24 december 2002, in verband met de bijdrage voor het vrij aanvullend pensioen voor zelfstandigen en de omzetting van het kapitaal in rente;

Gelet op het advies van de Commissie voor het Vrij Aanvullend Pensioen voor Zelfstandigen van 1 december 2006;

Gelet op het advies van de Raad voor het Vrij Aanvullend Pensioen voor Zelfstandigen van 4 december 2006;

Vu l'avis de la Commission bancaire, financière et des Assurances du 5 décembre 2006;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 décembre 2006;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 15 décembre 2006;

Vu l'urgence motivée par les considérations suivantes :

Considérant que la Directive 2003/41/CE du Parlement et du Conseil du 3 juin 2003 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle aurait dû être transposée au plus tard le 25 septembre 2005;

Considérant que la loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle ne constitue qu'une transposition partielle, que la transposition complète ne sera réalisée que lorsque seront pris les arrêtés royaux, dont notamment le présent arrêté, qui doivent assurer l'entrée en vigueur et l'exécution de la loi précitée;

Considérant que la transposition est également importante dans le cadre du développement de la place financière belge en tant que siège d'activité d'institutions de retraite professionnelle opérant sur l'ensemble du territoire de l'Espace économique européen;

Considérant que, pour des raisons comptables et fiscales, entre autres liées à la mise en place de la nouvelle forme juridique (l'organisme de financement de pensions) créée par les articles 9 et suivants de la loi du 27 octobre 2006 précitée, il convient de faire entrer les nouvelles dispositions en vigueur en début d'année, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2007;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 41.953/1, donné le 20 décembre 2006, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre de l'Economie, de Notre Ministre des Classes Moyennes et de Notre Ministre des Pensions et l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### *CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté est applicable aux organismes de pension qui offrent des conventions de pension au sens de l'article 42, 7<sup>o</sup>, de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, ci-après dénommée « la loi ».

#### *CHAPITRE II. — Cotisation*

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup> La cotisation pour la pension complémentaire est de 100 euros minimum par an quel que soit le montant des revenus professionnels.

Le taux de cotisation ne peut excéder le taux maximum de cotisation défini à l'article 44, § 2, alinéa 3, de la loi. Ce pourcentage est appliqué au revenu professionnel visé à l'article 11, § 2, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, pour autant que ce revenu, réévalué conformément aux dispositions du § 3 du même article, soit limité s'il y a lieu aux deux tiers du revenu visé à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1, 1<sup>o</sup>, du même arrêté.

§ 2. Si, par suite de début ou de reprise d'activité professionnelle, il est impossible de calculer la cotisation sur la base des revenus professionnels de l'année de référence visée à l'article 11, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 38 précité, la cotisation est fixée, dans les limites visées au § 1<sup>er</sup>, sur la base du revenu professionnel pris en considération pour le calcul des cotisations au statut social des travailleurs indépendants ou, à la demande du travailleur indépendant, sur la base du revenu minimum visé au § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Les cotisations doivent être payées au plus tard le 31 décembre de l'année en cours sous peine de forclusion du droit.

#### *CHAPITRE III. — Conversion du capital en rente*

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'affilié ou, en cas de décès, ses ayants droit, demandent la transformation du capital en rente, conformément à l'article 50, § 1<sup>er</sup>, de la loi, les règles d'actualisation utilisées ne peuvent conduire à un résultat inférieur à celui que l'on obtiendrait au moyen des éléments suivants :

1° des tables de mortalité belges prospectives telles qu'établies par la CBFA sur la base des dernières études démographiques effectuées par la Direction générale Statistique et Information économique du SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie, et le Bureau Fédéral du Plan, en tenant compte notamment de l'antisélection liée à la liquidation des prestations sous forme de rente;

Gelet op het advies van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen van december 2006;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 december 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 15 december 2006;

Gelet op de hoogdringendheid die wordt gemotiveerd op grond van de volgende overwegingen :

Overwegende dat de Richtlijn 2003/41/EG van het Parlement en de Raad van 3 juni 2003 betreffende de activiteiten van en het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening ten laatste omgezet diende te zijn op 25 september 2005;

Overwegende dat de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening slechts een gedeeltelijke omzetting vormt en dat de volledige omzetting pas gerealiseerd zal zijn wanneer ook de uitvoeringsbesluiten, waaronder dit besluit, genomen zijn;

Overwegende dat de omzetting eveneens van belang is in het kader van de ontwikkeling van de financiële positie van België als activiteitszetel van instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening die op het gehele grondgebied van de Europese Economische Ruimte werkzaam zijn;

Overwegende dat het, omwille van fiscale en boekhoudkundige redenen, onder andere met betrekking tot het oprichten van de nieuwe rechtsvorm (het organisme voor de financiering van pensioenen) ingesteld door de artikelen 9 en volgende van de voornoemde wet van 27 oktober 2006, nodig is om de nieuwe bepalingen in werking te doen treden bij de aanvang van het jaar, met name op 1 januari 2007;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 41.953/1 gegeven op 20 december 2006, bij toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Economie, Onze Minister van Middenstand en Onze Minister van Pensioenen, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### *HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied*

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de pensioeninstellingen die pensioenovereenkomsten aanbieden zoals bedoeld in artikel 42, 7<sup>o</sup>, van de programmawet (I) van 24 december 2002, hierna « de wet » genoemd.

#### *HOOFDSTUK II. — Bijdrage*

**Art. 2.** § 1. De bijdrage voor het aanvullend pensioen wordt vastgesteld op minimaal 100 euro per jaar ongeacht het bedrag van de beroepsinkomsten.

De bijdragevoet mag de in artikel 44, § 2, derde lid van de wet bepaalde maximumbijdragevoet niet overschrijden. Dat percentage wordt toegepast op de bij artikel 11, § 2, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen bedoelde beroepsinkomsten mits die inkomsten, gehewaardeerd overeenkomstig de bepalingen van § 3 van hetzelfde artikel, desgevallend beperkt wordt tot twee derde van het bij artikel 12, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van hetzelfde besluit beoogde inkomen.

§ 2. Wanneer het, ingevolge de aanvang of hervatting van een beroepswerkzaamheid, onmogelijk is de bijdrage te berekenen op basis van de beroepsinkomsten van het referentiejaar bedoeld in artikel 11, § 2, tweede lid, van het voornoemde koninklijk besluit nr. 38, wordt deze, binnen de grenzen bedoeld bij § 1, vastgesteld op basis van het beroepsinkomen dat in aanmerking wordt genomen voor de bijdrageberekening in het sociaal statuut der zelfstandigen of, op aanvraag van de zelfstandige, op basis van het minimuminkomen bedoeld bij § 1.

§ 3. De bijdragen dienen uiterlijk op 31 december van het lopende jaar te zijn vereffend. Na deze datum is er verval van recht.

#### *HOOFDSTUK III. — Omzetting van het kapitaal in rente*

**Art. 3.** § 1. Wanneer de aangeslotene of, in geval van overlijden, zijn rechthebbenden, overeenkomstig artikel 50, § 1, van de wet de omzetting van het kapitaal in rente vragen, mogen de gebruikte actualisatieregels geen resultaat opleveren dat kleiner is dan het resultaat dat men zou verkrijgen met volgende elementen :

1° de Belgische prospectieve sterftetafels die worden vastgesteld door de CBFA op basis van de laatste demografische studies uitgevoerd door de Algemene Directie Statistiek en Economische Informatie van de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, en het Federaal Planbureau, daarbij rekening houdend met de antiselectie verbonden met de uitkering van de prestaties in de vorm van een rente;

2° du dernier taux technique utilisé pour la tarification appliquée, conformément à la convention de pension, aux cotisations versées par l'affilié pour la constitution de sa pension de retraite.

Le taux visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, est, le cas échéant, limité au taux maximum autorisé par la législation prudentielle applicable au moment de la conversion.

Si la tarification ne précise pas de taux supérieur à 0 %, il doit être fait usage d'un taux d'au moins 0 % pour la conversion. Dans ce cas, l'organisme de pension mentionné dans la communication visée à l'article 50, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la loi qu'il est possible qu'un autre organisme de pension offre des conditions plus avantageuses pour opérer la conversion.

La CBFA peut modifier les tables de mortalité visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, en particulier pour tenir compte des dernières études démographiques visées par la même disposition, après consultation de la Commission de la Pension Complémentaire Libre des Indépendants.

§ 2. Au terme de chaque exercice pour lequel le solde du compte de résultat technico-financier est positif pour le groupe de rentiers concernés, au moins 60 % de ce solde sont répartis entre les rentiers sous la forme d'une participation bénéficiaire. La répartition s'effectue au prorata des moyennes arithmétiques des capitaux constitutifs de chaque rente en début et en fin d'exercice.

Le compte de résultat technico-financier est établi, pour le groupe de rentiers concernés, selon les règles déterminées par la CBFA.

Par rentiers concernés, il faut entendre l'ensemble des rentiers dont les rentes sont à charge de l'organisme de pension en exécution de l'article 50, § 1<sup>er</sup>, de la loi.

La participation bénéficiaire fait l'objet d'une augmentation du capital constitutif de la rente.

§ 3. Si l'affilié ou, en cas de décès, ses ayants droit optent pour la possibilité visée au § 1<sup>er</sup>, l'organisme de pension peut transférer le capital visé au § 1<sup>er</sup> à un organisme de pension qui respecte les règles visées aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 et qui accepte le transfert.

#### CHAPITRE IV. — *Transparence*

**Art. 4.** Sans préjudice d'autres dispositions légales ou réglementaires, les organismes de pension respectent les prescriptions relatives à la transparence telles qu'énumérées dans le présent chapitre.

Toutes les dispositions contractuelles, données et informations visées dans le présent chapitre ainsi que toute modification y afférentes sont formulées par écrit de manière claire et précise.

**Art. 5.** Avant la conclusion de la convention de pension, l'organisme de pension communique au candidat affilié les informations générales relatives à la réglementation fiscale applicable à la convention ainsi qu'aux données suivantes :

1<sup>o</sup> la dénomination, l'adresse du siège social et la forme juridique de l'organisme de pension;

2<sup>o</sup> lorsque l'organisme de pension ne contracte qu'une obligation de moyen, la mention qu'il ne s'engage qu'à gérer le mieux possible les fonds qui lui sont confiés, sans garantie d'un résultat quelconque;

3<sup>o</sup> les conditions et modalités de souscription à la convention de pension;

4<sup>o</sup> les avantages auxquels les affiliés et leurs ayants droit peuvent prétendre;

5<sup>o</sup> les cotisations liées à chaque avantage ou les modalités de détermination de ces cotisations;

6<sup>o</sup> les modalités et la fréquence de versement des cotisations;

7<sup>o</sup> les règles permettant de déterminer, à tout moment, le montant des réserves acquises;

8<sup>o</sup> le cas échéant, la mention expresse que le risque financier, à l'exception de la garantie visée à l'article 47, alinéa 2, de la loi, est entièrement supporté par l'affilié;

9<sup>o</sup> les règles de détermination du ou des bénéficiaires en cas de couverture décès;

10<sup>o</sup> la durée de la convention de pension;

11<sup>o</sup> les modalités de résiliation de la convention de pension;

12<sup>o</sup> les données relatives aux frais à charge de l'affilié en cas de résiliation, rachat ou réduction de la convention de pension;

2<sup>o</sup> de la dernière technique utilisée pour la tarification appliquée, conformément à la convention de pension, aux cotisations versées par l'affilié pour la constitution de sa pension de retraite.

De la dernière technique utilisée pour la tarification appliquée, conformément à la convention de pension, aux cotisations versées par l'affilié pour la constitution de sa pension de retraite.

2<sup>o</sup> de la dernière technique utilisée pour la tarification appliquée, conformément à la convention de pension, aux cotisations versées par l'affilié pour la constitution de sa pension de retraite.

De la dernière technique utilisée pour la tarification appliquée, conformément à la convention de pension, aux cotisations versées par l'affilié pour la constitution de sa pension de retraite.

2<sup>o</sup> de la dernière technique utilisée pour la tarification appliquée, conformément à la convention de pension, aux cotisations versées par l'affilié pour la constitution de sa pension de retraite.

De la dernière technique utilisée pour la tarification appliquée, conformément à la convention de pension, aux cotisations versées par l'affilié pour la constitution de sa pension de retraite.

Met betrekken rentegenieters wordt het geheel van de rentegenieters bedoeld waarvan de rentes ten laste zijn van de pensioeninstelling in uitvoering van artikel 50, § 1, van de wet.

De winstdeelneming maakt het voorwerp uit van een verhoging van het vestigingskapitaal van de rente.

3<sup>o</sup> de deelname aan de winstdeelneming, indien de aangeslotene of, in geval van overlijden, zijn rechthebbenden opteren voor de mogelijkheid bedoeld in § 1, kan de pensioeninstelling het kapitaal bedoeld in § 1 overdragen naar een pensioeninstelling die de regels bedoeld in de §§ 1 en 2 eerbiedigt en die de overdracht aanvaardt.

#### HOOFDSTUK IV. — *Transparantie*

**Art. 4.** Onverminderd andere wettelijke of reglementaire bepalingen moeten de pensioeninstellingen de in dit hoofdstuk opgesomde voorschriften inzake transparantie naleven.

Alle contractuele bepalingen, gegevens en inlichtingen bedoeld in dit hoofdstuk, alsook elke wijziging die erop betrekking heeft, moeten schriftelijk, duidelijk en nauwkeurig worden geformuleerd.

**Art. 5.** Vóór het onderschrijven van de pensioenovereenkomst verstrekt de pensioeninstelling aan de kandidaat-aangeslotene algemene inlichtingen over de op de overeenkomst toepasselijke belastingsregeling en over de volgende gegevens :

1<sup>o</sup> de naam, het adres van de maatschappelijke zetel en de rechtsvorm van de pensioeninstelling;

2<sup>o</sup> indien de pensioeninstelling enkel een middelenverbintenis aangaat, de vermelding dat ze zich alleen verbindt om de haar toevertrouwde gelden zo goed mogelijk te beheren, zonder waarborg van om het even welk resultaat;

3<sup>o</sup> de regels en voorwaarden voor de onderschrijving van de pensioenovereenkomst;

4<sup>o</sup> de voordelen waarop de aangeslotenen en hun rechthebbenden aanspraak kunnen maken;

5<sup>o</sup> de bijdragen voor elk voordeel en/of de wijze waarop die bijdragen worden vastgesteld;

6<sup>o</sup> de modaliteiten en de frequentie van de betaling van de bijdragen;

7<sup>o</sup> de regels volgens dewelke het bedrag van de verworven reserves op ieder ogenblik kan worden bepaald;

8<sup>o</sup> wanneer het financieel risico, met uitzondering van de waarborg bedoeld in artikel 47, tweede lid, van de wet, volledig door de aangeslotene wordt gedragen, de uitdrukkelijk vermelding hiervan;

9<sup>o</sup> de regels voor de bepaling van de begunstigde(n) in geval van overlijdensdekking;

10<sup>o</sup> de looptijd van de pensioenovereenkomst;

11<sup>o</sup> de wijze van beëindiging van de pensioenovereenkomst;

12<sup>o</sup> gegevens over de kosten die ten laste van de aangeslotene zijn bij stopzetting, afkoop of reductie van de pensioenovereenkomst;

13° les données relatives à la valeur de rachat et à la valeur de réduction;

14° les modalités de transfert des réserves à un autre organisme de pension;

15° le mode de calcul et d'attribution des participations bénéficiaires ainsi que les conditions qui doivent être remplies pour pouvoir en bénéficier avec mention, le cas échéant, du fait que ces conditions peuvent être modifiées, en cours de contrat, par l'organisme de pension.

En ce qui concerne les données relatives au rachat, l'organisme de pension communique un tableau donnant l'évolution annuelle de la valeur de rachat ou celle de la valeur de rachat théorique avec mention du mode de calcul de l'indemnité de rachat, sauf lorsque les avantages sont constitués par des cotisations annuelles non fixées à l'avance.

**Art. 6.** La convention de pension et ses modifications sont communiquées à l'affilié. La convention ne peut contenir aucune disposition de nature à porter atteinte à l'équilibre entre les engagements de l'organisme de pension et ceux de l'affilié.

La convention de pension reprend au moins les données mentionnées à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent article, on entend par :

1° « remplacement d'une convention de pension » : la conclusion d'une convention de pension qui se substitue, en tout ou en partie, à une convention rachetée ou réduite, précédemment souscrite auprès du même organisme de pension;

2° « reprise d'une convention de pension » : la conclusion d'une convention de pension qui se substitue, en tout ou en partie, à une convention rachetée ou réduite, précédemment souscrite auprès d'un autre organisme de pension.

§ 2. L'organisme de pension qui a connaissance, avant ou au moment de la conclusion d'une convention de pension, de ce qu'il s'agit du remplacement ou de la reprise d'une convention ou de l'intention de l'affilié d'effectuer un tel remplacement ou une telle reprise adresse à l'affilié, avant la conclusion de la convention de pension ou dans les trente jours s'il s'agit de conventions de pension présignées, un avertissement et en réclame copie signée par l'affilié.

L'avertissement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> comprend au moins les éléments suivants :

1° un rappel des éventuelles exclusions qui sont applicables à cette nouvelle convention de pension et qui ne l'étaient pas ou plus à l'ancienne;

2° les conséquences sur la valeur de rachat, sur les avances sur prestations, sur les mises en gage des avantages de pension et sur l'affectation de la valeur de rachat à la reconstitution du prêt hypothécaire qu'entraîne un remplacement ou une reprise partiel ou total de la convention de pension, par rapport à la situation avant ledit remplacement ou ladite reprise;

3° lorsque la convention de pension qui remplace la convention initiale contient les mêmes avantages que la convention de pension initiale, un comparatif des valeurs de rachat théoriques de l'ancienne convention de pension et de la nouvelle convention de pension, de la date de conclusion de la nouvelle convention à l'échéance finale.

En cas d'infraction aux dispositions du présent paragraphe, l'affilié peut résilier sa convention de pension. Dans ce cas, l'organisme de pension rembourse les cotisations payées, déduction faite, le cas échéant, des sommes consommées pour la couverture des prestations.

§ 3. Les dispositions du § 2 ne sont pas applicables :

1° en cas de remplacement ou de reprise plus de trois ans avant ou après la réduction ou le rachat de la convention de pension remplacée;

2° en cas de transfert autorisé par la CBFA en application de l'article 74 de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurance ou de l'article 133, § 2, de la loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle.

13° gegevens over afkoop- en reductiewaarde;

14° de modaliteiten van overdracht van reserves naar een andere pensioeninstelling;

15° de wijze van berekening en toewijzing van de winstdelingen en de voorwaarden waaraan moet worden voldaan om van de winstdeling te kunnen genieten, in voorkomend geval met vermelding van het feit dat deze voorwaarden in de loop van de overeenkomst gewijzigd kunnen worden door de pensioeninstelling.

Met betrekking tot de gegevens over de afkoop verstrekt de pensioeninstelling een tabel met de jaarlijkse evolutie van de afkoopwaarde of van de theoretische afkoopwaarde met de vermelding van de wijze waarop de afkoopvergoeding wordt berekend behalve wanneer de voordelen opgebouwd worden door niet vooraf vastgestelde jaarlijkse bijdragen.

**Art. 6.** De pensioenovereenkomst en de wijzigingen eraan worden aan de aangeslotene meegedeeld. De overeenkomst mag geen enkele bepaling bevatten die een inbreuk uitmaakt op de gelijkwaardigheid tussen de verbintenissen van de pensioeninstelling en de aangeslotene.

De pensioenovereenkomst herneemt minstens de gegevens die vermeld zijn in artikel 5, eerste lid.

**Art. 7. § 1.** Voor het toepassen van dit artikel wordt verstaan onder :

1° « vervanging van een pensioenovereenkomst » : het sluiten van een pensioenovereenkomst die geheel of gedeeltelijk een overeenkomst vervangt, die afgekocht of gereduceerd is en die al eerder bij dezelfde pensioeninstelling was onderschreven;

2° « overname van een pensioenovereenkomst » : het sluiten van een pensioenovereenkomst die geheel of gedeeltelijk een overeenkomst vervangt die afgekocht of gereduceerd is en die afgesloten werd bij een andere pensioeninstelling.

§ 2. De pensioeninstelling die, vóór of op het ogenblik van het sluiten van de pensioenovereenkomst, kennis heeft van de vervanging of de overname van een overeenkomst of van het voornemen van de aangeslotene om tot een dergelijke vervanging of overname over te gaan, richt aan de aangeslotene een verwittiging en vraagt er een door de aangeslotene ondertekende kopie van op, vóór het sluiten van de pensioenovereenkomst, of indien het om vooraf getekende pensioenovereenkomsten gaat, binnen dertig dagen.

De in het eerste lid bedoelde verwittiging bevat minstens de volgende elementen :

1° een herinnering aan de eventuele uitsluitingen die van toepassing zijn op die nieuwe pensioenovereenkomst en het niet of niet meer waren op de oude pensioenovereenkomst;

2° de gevolgen die de gehele of gedeeltelijke vervanging of overname van een pensioenovereenkomst met zich brengt in vergelijking met de situatie vóór de genoemde vervanging of overname, voor de afkoopwaarde, de voorschotten op prestaties, de inpandgevingen van pensioenvoordelen en voor het toewijzen van de afkoopwaarde aan de wedersamenstelling van een hypothecair krediet;

3° wanneer de pensioenovereenkomst die de oorspronkelijke overeenkomst vervangt, dezelfde voordelen bevat dan de oorspronkelijke pensioenovereenkomst, een vergelijking van de theoretische afkoopwaarden tussen de oude pensioenovereenkomst en de nieuwe pensioenovereenkomst, van de afsluitingsdatum van de nieuwe overeenkomst tot op de eindvervaldag.

In geval van inbreuk op de bepalingen van deze paragraaf mag de aangeslotene de pensioenovereenkomst opzeggen. In dat geval stort de pensioeninstelling de betaalde bijdragen terug, verminderd met de bedragen die werden verbruikt om het risico te dekken.

**§ 3. De bepalingen van § 2 zijn niet van toepassing :**

1° in de gevallen waarbij de vervanging of de overname meer dan drie jaar voor of na de reductie of de afkoop van de vervangen pensioenovereenkomst heeft plaatsgevonden;

2° in het geval van een door de CBFA toegelaten overdracht in toepassing van artikel 74 van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen of van artikel 133, § 2, van de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Dans les documents destinés au public, l'organisme de pension ne peut présenter de projections des avantages de la convention ou d'une autre opération similaire présentée à titre exemplatif, que dans le respect des conditions suivantes :

1° l'organisme de pension mentionne, de façon apparente et précise, que les projections ne sont pas garanties et que le montant des prestations qui en découlent peut fluctuer dans le temps en fonction de la conjoncture économique et des résultats de l'organisme de pension;

2° si, en outre, l'organisme de pension utilise plusieurs projections, celles-ci sont présentées de telle manière qu'aucune d'entre elles n'apparaisse comme étant plus probable qu'une autre.

§ 2. Dans toute publicité ou offre relative à une convention de pension au sens de l'article 42, 7<sup>e</sup>, de la loi, l'organisme de pension doit prévoir les dispositions suivantes :

1° lorsqu'il ne contracte qu'une obligation de moyen, la mention qu'il ne s'engage qu'à gérer le mieux possible les fonds qui lui sont confiés, sans garantie d'un résultat quelconque;

2° pour toute référence à des rendements réalisés par le passé, l'indication que ces rendements ne sont pas garantis pour l'avenir;

3° le cas échéant, la mention que le risque financier, à l'exception de la garantie visée à l'article 47, alinéa 2, de la loi, est entièrement supporté par l'affilié.

**Art. 9.** Les informations relatives à la participation bénéficiaire que les organismes de pension doivent fournir annuellement à leurs affiliés en vertu de l'article 48 de la loi sont les suivantes :

1° le montant de la participation bénéficiaire attribuée à la convention de pension;

2° l'augmentation des avantages consécutive à la participation bénéficiaire;

3° si la participation bénéficiaire est indiquée sous la forme d'un pourcentage, les éléments auxquels ce pourcentage s'applique.

#### CHAPITRE V. — *Disposition abrogatoire*

**Art. 10.** L'arrêté royal du 15 décembre 2003 portant exécution des articles 44, § 2, et 50, § 1<sup>er</sup>, de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, concernant la cotisation pour la pension complémentaire des indépendants et la conversion du capital en rente est abrogé.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

**Art. 11.** Les organismes de pension adaptent formellement les conventions de pension et autres documents au présent arrêté au plus tard le 31 décembre 2008.

**Art. 12.** Les articles 187, 190 et 193 à 198 de la loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

**Art. 13.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

**Art. 14.** Notre Ministre des Finances, Notre Ministre de l'Economie, Notre Ministre des Classes Moyennes et Notre Ministre des Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 janvier 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

Le Ministre de l'Economie,  
M. VERWILGHEN

La Ministre des Classes moyennes,  
Mme S. LARUELLE

Le Ministre des Pensions,  
B. TOBBCA

**Art. 8.** § 1. In de documenten die voor het publiek zijn bestemd, mag de pensioeninstelling melding maken van de projecties voor de voordelen die overeenstemmen met de bepalingen van de overeenkomst of met elke andere gelijkaardige verrichting die bij wijze van voorbeeld wordt gegeven, met inachtneming van de volgende voorwaarden :

1° de pensioeninstelling vermeldt zichtbaar en nauwkeurig dat de projecties niet gewaarborgd zijn en dat de bedragen van de prestaties die eruit voortvloeien, kunnen schommelen in de tijd, afhankelijk van de economische conjunctuur en de resultaten van de pensioeninstelling;

2° als de pensioeninstelling bovendien verschillende projecties gebruikt, worden deze op een zodanige manier voorgesteld dat geen enkele projectie meer kans blijkt te hebben om zich werkelijk voor te doen dan een andere.

§ 2. De pensioeninstelling moet in elke publiciteit of elk aanbod betreffende een pensioenovereenkomst zoals bedoeld in artikel 42, 7<sup>e</sup>, van de wet, de volgende bepalingen voorzien :

1° indien de pensioeninstelling enkel een middelenverbintenis aangaat de vermelding dat ze zich alleen verbindt om de haar toevertrouwde gelden zo goed mogelijk te beheren, zonder waarborg van om het even welk resultaat;

2° bij elke verwijzing naar rendementen die in het verleden verwezenlijkt zijn, de vermelding dat deze rendementen niet gewaarborgd zijn voor de toekomst;

3° wanneer het financieel risico, met uitzondering van de waarborg bedoeld in artikel 47, tweede lid van de wet, volledig door de aangeslotene wordt gedragen, de uitdrukkelijke vermelding hiervan.

**Art. 9.** De inlichtingen met betrekking tot de winstdeelneming die de pensioeninstellingen op grond van artikel 48 van de wet jaarlijks aan de aangeslotenen dienen te verstrekken, zijn de volgende :

1° het bedrag van de winstdeelneming dat wordt toegekend aan de pensioenovereenkomst;

2° de verhoging van de voordelen als gevolg van de winstdeelneming;

3° als er een winstdeelnemingspercentage wordt vermeld, de elementen waarop dat percentage van toepassing is.

#### HOOFDSTUK V. — *Opheffingsbepaling*

**Art. 10.** Het koninklijk besluit van 15 december 2003 houdende uitvoering van de artikelen 44, § 2, en 50, § 1, van de programmawet (I) van 24 december 2002, in verband met de bijdrage voor het vrij aanvullend pensioen voor zelfstandigen en de omzetting van het kapitaal in rente, wordt opgeheven.

#### HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

**Art. 11.** De pensioeninstellingen gaan over tot de formele aanpassing van de pensioenovereenkomsten en andere documenten aan de bepalingen van dit besluit, uiterlijk op 31 december 2008.

**Art. 12.** De artikelen 187, 190 en 193 tot 198 van de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening treden in werking op 1 januari 2007.

**Art. 13.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2007.

**Art. 14.** Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Economie, Onze Minister van Middenstand en Onze Minister van Pensioenen zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 januari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

De Minister van Economie,  
M. VERWILGHEN

De Minister van Middenstand,  
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Pensioenen,  
B. TOBBCA